CA de l'Ecole polytechnique du 8 novembre 2018

Pièce n°13

Budget rectificatif n° 3

L'année 2018 met en exergue la détermination de l'Ecole à poursuivre et à réaliser les objectifs du Contrat signé avec l'Etat au titre des années 2017 à 2021.

Bon nombre d'attendus seront constatés fin 2018 quant à l'accroissement des promotions d'ingénieurs polytechniciens, au déploiement des nouvelles formations (avec la création notamment de 4 nouveaux Graduate Degree à la rentrée 2018), à l'augmentation du nombre de Chaires, d'une –voire 2- nouvelles ERC (résultats en attente), à la levée de fonds des start-ups issues de l'X, au démarrage du projet Valéo, à la croissance de l'executive education, au soutien conséquent de la Fondation, à la maitrise de la masse salariale et des dépenses de fonctionnement.

Les difficultés de l'année se concentrent, d'une part, sur l'investissement avec trois projets immobiliers (le Bâtiment d'Enseignement Mutualisé, le SIRTA, le Pôle Mécanique) dont deux ont été valorisés dans les années 2011-2012, notamment dans le cadre du Plan campus et des crédits du PIA ou encore de l'aménagement du plateau de Saclay, et qui présentent des surcoûts conséquents à l'aune de 2018 avec un indice de la construction fortement haussier depuis deux ans, différant la construction faute de crédits suffisants pour notifier les marchés. Certains sont en cours de résolution et d'autres en voie d'études pour réduire les projets. Mais le retard pris a des incidences sur l'exécution budgétaire et gonfle la trésorerie au regard d'encaissements supérieurs aux décaissements. Ce que le troisième budget rectificatif de l'année met en relief. D'autre part, les ressources propres fléchées (contrats de recherche et levées de fonds) devraient être sensiblement moindres qu'escomptées, le bon niveau de 2017 ne sera pas reconduit. Ces deux difficultés conduisent à des ajustements d'ampleur dans le BR3. Toutefois, les investissements ne sont pas abandonnés, ils figurent explicitement dans le Budget 2019, et l'activité liée aux contrats de recherche et levées de fonds n'obère pas le résultat puisque la réduction des recettes induit une réduction des dépenses.

A ces deux réserves près, l'Ecole devrait afficher fin 2018 des chiffres relativement proches de ceux du Contrat d'Objectifs et de Performance et une gestion serrée qui permet de contenir les dépenses au regard de moindres recettes.

*****

Ce troisième budget rectificatif afférent à l'exercice 2018 a trois objectifs :

- actualiser le budget avec quelques nouvelles inscriptions en dépenses et en recettes ;
- réviser le budget global en fonction de l'exécution constatée à l'issue de quasiment neuf mois d'activité ;
- estimer l'activité et les données du dernier trimestre.

Ce budget rectificatif est proposé à l'issue du dialogue de gestion mené par le Directeur Général avec l'ensemble des responsables des centres de responsabilité budgétaire (CRB) de l'Ecole polytechnique.
Ce dialogue de gestion a permis, après le recensement des projets des Centres de Responsabilité Budgétaire (CRB) ainsi que leur analyse par et avec le service financier, d'examiner presque neuf

mois de consommation de crédits en 2018 et la réalité des besoins, qu'ils soient nouveaux, qu'ils aient été refusés précédemment ou qu'ils excèdent sensiblement les réalisations probables d'ici la clôture de l'exercice et ce, tant en fonctionnement qu'en investissement. Il en est de même pour les titres émis et à émettre au regard de l'activité et des projets.

Les demandes supplémentaires pour le BR3 2018 s'avèrent très limitées. Inversement, les annulations et reports budgétaires sont conséquents mais se concentrent sur quelques opérations significatives, principalement au titre du plan pluriannuel d'investissement et des ressources propres fléchées.

Ce BR3 2018 permettrait :

- de prendre en compte des ajustements d'autorisations budgétaires (AE) en dépenses de -22.008 k€ (dont -20 363 K€ au titre de l'investissement)
- et en recettes de -19.142 k€ (dont -15 635 K€ au titre de l'investissement).

Les principales opérations constitutives de ce BR3 sont résumées ci-après :

A/ Analyse budgétaire

1. Recettes (AE et CP) – tableau 2

Les recettes diminuent globalement de 19.142 K€ dont principalement :

- -12.703 k€ avec le décalage du Bâtiment d'Enseignement Mutualisé (BEM). Au moment où le BR3 est établi, l'Ecole ne sait pas si elle bénéficiera, ou non, d'un arbitrage interministériel de l'ordre de 5,5 M€ d'ici le 10 novembre 2018 ; ceci pour combler le manque de crédits et permettre la notification, d'ici la fin de l'année 2018, des marchés inhérents à la construction de ce bâtiment emblématique regroupant les besoins de six établissements (l'Ecole polytechnique, Télécom ParisTech, Agro ParisTech, ENSTA, ENSAE et IOGS). De ce fait, il n'est retenu au titre du BEM aucune recette alors que le BR2 espérait encore une notification en cours d'année. (Le tableau n°8 retient, pour ce bâtiment, le chiffrage initial, c'est-à-dire sans les surcoûts révélés en cours d'année). Selon la décision à venir, la construction pourrait démarrer début 2019 pour une livraison fin 2020 ou serait sensiblement différée car un nouveau concours devrait être lancé. Ce qui contraindrait l'Ecole, ainsi que plusieurs autres établissements à la location de préfabriqués pour assurer partie des enseignements.

- Mécénat (levée de fonds) : -4.054 k€. La variation concerne essentiellement trois opérations :
  - -1.000 k€ non appelés au titre de la construction d'un foyer pour les étudiants Bachelor,
  - -848 k€ au titre de l'extension du bâtiment Drahi-X Center Novation qui seront appelés en 2019,
  - -1.671 k€ concernent diverses actions où les titres à l'encontre de la Fondation ne seront pas émis faute d'avancement suffisant des projets en termes de dépenses de personnel et de charges d'exploitation. L'ensemble de ces opérations différées ne détériorent pas le résultat de l'exercice dans la mesure où les baisses de recettes propres fléchées sont inférieures aux réductions de dépenses.

- Construction du SIRTA : - 885 k€. Ce projet, financé majoritairement par la Société du Grand Paris et par la Région Ile de France, doit être décalé sur les exercices ultérieurs. L'appel d'offres a été récemment déclaré infructueux et un nouvel appel d'offres sera prochainement relancé après dissociation de plusieurs opérations. Ainsi la plateforme ne

serait pas réalisée d'emblée, ceci pour réduire les coûts. De même, la passerelle serait financée hors projet grâce à un soutien des Alumnis où une promotion se mobilise pour lever des financements (400 k€ déjà collectés). Par ailleurs, les discussions entamées avec la Société du Grand Paris devraient aboutir à une prise en charge de certains surcoûts, conformément à la convention signée. Une reprogrammation est donc en cours mais elle ne produira pas d'effet sur l'année 2018. D'où le retrait en BR3 des crédits prévus.

- Refacturation à la filiale X-EXED au titre du Master Executive : -401 k€ (annulation de la même somme au titre des dépenses).

- Accélération corporate : -300 k€ par rapport aux recettes escomptées, faute de saturation de la capacité d'accueil en 2018 (mais l'extension du Drahi-X Center Novation sera livrée à la fin du premier trimestre 2019).

- Taxe d'apprentissage : -224 k€ (avec une baisse comparable à celle enregistrée chez les autres collecteurs en raison de la réforme).

2. Dépenses (AE et CP) – tableau 2

⇨ Les dépenses inhérentes au Personnel baissent de - 2.266 k€ (AE = CP)

Cette diminution couvre exclusivement les contrats de recherche, la levée de fonds et les Chaires. Il correspond à l'anticipation des réalisations probables d'ici la fin de l'année 2018. Pour mémoire, les recettes ont été revues à la baisse au regard des titres émis à fin septembre.

Pour la masse salariale et la solde financées par la subvention pour charges de service public, l'Ecole estime être conforme au budget voté, le taux d'exécution à fin septembre est de 74%, et aucun ajustement budgétaire n'est opéré.

⇨ Les dépenses de fonctionnement progressent en termes d'AE : +621 k€ mais baissent en termes de CP : – 3.274 k€.

Parmi les opérations les plus significatives figurent :

- l'inscription d'AE pour le reversement des allocations doctorales (AMX) : + 2.600 k€. Ces allocations, pour les X effectuant leur thèse hors les laboratoires de l'X et pour les ENS transitent désormais par les comptes de l'Ecole alors qu'elles étaient jusqu'en 2017 gérées par le MESRI. Les recettes sont égales aux dépenses et n'affectent donc pas le résultat. L'engagement correspond ici aux années 2 et 3 de la thèse attribuée en 2018. (Les AE et CP de l'année 2018 ont été appréhendés en BR2).

- L'examen des engagements juridiques et taux d'exécution des différents Centres de Responsabilité Budgétaire à fin septembre conduit à réduire les AE de -1.559 k€ et les CP de -1.928 k€ car ces montants ne paraissent pas pouvoir être engagés ou décaissés d'ici la fin de l'exercice.

- Au titre des dépenses fléchées, les ajustements s'établissent comme suit :

- Conventions et contrats de recherche : - 200 k€ (AE) et -1.100 k€ (CP)
- Chaires : -235 k€ (AE) et -229 k€ (CP)
- Levée de fonds : - 94 k€ (AE) et -87 k€ (CP)

Pour les dépenses de fonctionnement, l'Ecole estime, hors opérations financées par des ressources propres fléchées, afficher un taux d'exécution conforme au budget.
Par contre, l'exercice s'avère contrarié pour les opérations relevant des contrats (plus de 400 en cours), des Chaires et de la levée de fonds, car chaque contrat ou convention a son calendrier pluriannuel propre en termes d'exécution et d'appel de fonds sur la base d'avances forfaitaires ou de titres émis en justification. Or, l'outil comptable ne permet pas d'extraire les situations mensuelles par convention, mais seulement de produire des données globalisées.
Pour mémoire, en 2017, l'Ecole avait un taux satisfaisant d'exécution pour le fonctionnement hors opérations fléchées. Mais, pour ces dernières, le taux d'exécution s'était établi à 75%. Ce taux et ces spécificités doivent toutefois être tempérés par le fait que l'Ecole ne supporte pas sur ses deniers ces décalages temporels.

⇨ **Les dépenses d'investissement diminuent de -20.363 k€ en AE et de -26.412 k€ en CP** en raison principalement du phasage ajusté au titre du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) où plusieurs opérations d'ampleur sont en cours et connaissent soit des surcoûts, soit des aléas :

- BEM : -8.548 k€ (AE) et -10.671 k€ en CP. Cf. supra (dans les commentaires des recettes) le décalage éventuel à 2019 ou le lancement d'un nouveau concours qui retardera le projet de trois ans.

- Bâtiment Bachelor : -1.359 k€ (AE) et -4.000 k€ en CP avec un retard de 3 mois pris à l'été 2018 en raison de difficultés à percer d'énormes meulières. Le chantier avance désormais et la livraison apparaît probable courant novembre 2019. Des négociations vont intervenir quant à de possibles modalités pour récupérer le retard (surcoûts forage/pénalités de retard) car, faute de livraison en août 2019, l'établissement devrait recourir à des contrats de location extérieurs pour loger l'ensemble de ses élèves, à l'instar de la rentrée 2018 mais avec une ampleur accrue et une occupation à garantir pour l'année universitaire.

- SIRTA : -3.330 k€ (AE) et – 1.530 k€ (CP). Au regard d'un calendrier glissant et de surcoûts, le calendrier pluriannuel a été révisé et les discussions avec les financeurs amorcées et une reprogrammation initiée. (A ce stade, les chiffres du tableau 8 demeurent inchangés mais ventilés sur les exercices ultérieurs).

- Programme de rénovation de l'ensemble central : -970 k€ (AE) et -1.300 k€ (CP) pour l'assistance à maitrise d'ouvrage, laquelle a été attribuée fin 2018.

- Foyer calme : -800 k€ (en CP) à corréler à l'appel de fonds non opéré (en recettes) et au projet différé.

- Pour les dépenses financées sur ressources propres fléchées (contrats de recherche, levée de fonds et Chaires) : - 5.792 k€ (AE) et – 6.832 k€ (CP). Pour mémoire, les annulations de crédits de paiement excèdent la réduction des recettes examinée supra. Ce qui incrémente la trésorerie fléchée.

- Pour les autres investissements liés à la recherche, à l'informatique, à l'équipement : -364 k€ (AE) et – 1.279 k€ (CP), soit des ajustements modérés sur dix-sept programmes ou équipements.

B/ Solde budgétaire – tableau 2

A l'issue de ces ajustements, révisions au regard de l'exécution probable et nouvelles demandes, le déficit budgétaire prévisionnel de 8.283.658 € à l'issue du BR2 serait annihilé et **un solde budgétaire positif de 4.526.191 € est anticipé.**
Cet excédent, comme celui de 2017, traduit le retard de plusieurs investissements très conséquents où l'Etablissement a perçu des crédits de paiement de divers financeurs pour des décaissements qui se sont avérés modestes sur la période de mi-2017 à mi-2018. Ce que les données annuelles comparant le COP à l'exécution 2017 et au prévisionnel 2018 ainsi que la trésorerie corroborent.

C/ Trésorerie – tableaux 7 et 10

La trésorerie évolue positivement en raison du solde budgétaire excédentaire et, dans une moindre mesure, de remboursements de TVA durant l'année**. En variation annuelle, elle progresserait de 6,5 M€ passant de 29,8 M€ au début de l'année à 36,3 M€ en fin d'année.**

Toutefois, l'augmentation de trésorerie recouvre deux évolutions contraires : la trésorerie courante, c'est-à-dire non fléchée, diminue de 6,4 M€ sur l'exercice alors que la trésorerie fléchée (contrats de recherche, Chaires et levées de fonds d'une part et investissements fléchés d'autre part) progresse de 12,9 M€. L'essentiel de cette progression résulte de la construction en cours du bâtiment destiné à loger les étudiants inscrits en Bachelor : les crédits versés par la tutelle (dotation en fonds propres) en 2018 s'élèvent à 16 M€ pour des décaissements estimés à 10,3 M€ fin 2018, soit un accroissement de 5,7 M€. Lequel sera utilisé en 2019 puisque le bâtiment doit être livré en fin d'exercice 2019. Les autres variations au titre de la trésorerie fléchée sont de moindre montant unitaire et correspondent à la somme des évolutions respectives des 400 conventions, 24 Chaires et aux opérations de levées de fonds et de quelques investissements.
Ainsi, sur une trésorerie de 36,3 M€ en fin d'année, 30,9 M€ sont fléchés et ne doivent financer que leur objet contractuellement défini. A défaut de la disponibilité de cette trésorerie fléchée, l'exécution des constructions concernées et des conventions serait mise à mal.

Au regard de 36,3 M€ de trésorerie, les « restes à payer » du 31/12/2018 sont estimés à 37,6 M€ et concernent très majoritairement des investissements lourds. Pour mémoire, les « restes à encaisser » (soit les créances) ne sont pas appréhendés dans les tableaux normés de GBCP et devraient être de l'ordre de 20 M€. Il s'ensuit que la trésorerie de l'établissement est suffisante pour honorer les engagements mais s'avère loin d'être pléthorique. Le solde de la trésorerie non fléchée devrait s'établir à 5,4 M€ fin décembre 2018, soit 14 jours. Ainsi, **l'Ecole sollicitera un premier versement de la subvention pour charges de service public avant le printemps 2019. A défaut, elle devrait singulièrement puiser dans la trésorerie fléchée et compromettre les décaissements significatifs de 2019, dont ceux du bâtiment Bachelor et ceux de l'extension du Drahi-X Center Novation.**

D/ Autres éléments pour appréhender la soutenabilité

La comptabilité patrimoniale (tableau 6) met en exergue un ajustement des amortissements et provisions aux fins d'approcher le plus possible la fin d'exercice (+340 k€ en dépenses et +258 k€ en recettes).

L'appréciation du résultat peut évoluer car quelques opérations (frais de gestion du bâtiment Alan Turing, équipements scientifiques dont la livraison est tardive, situations de travaux) risquent de ne pas être débouclées (lire décaissées) d'ici la clôture de l'exercice, laquelle est nécessairement anticipée par la Direction Comptable afin de pouvoir produire les états pour les Commissaires aux comptes qui interviennent dès la fin du mois de janvier.

Nonobstant cette réserve, **le résultat prévisionnel 2018 est estimé déficitaire à hauteur de 0,5 M€.**

Une inconnue perdure lors de l'élaboration du BR3 quant à la réserve sur la subvention pour charges de service public. Si elle était levée, l'établissement percevrait 1 M€ et le résultat serait de l'ordre de +0,5 M€. **L'Ecole a besoin de cette levée de réserve** car, d'une part, les besoins croissent avec le développement de l'établissement sans que les nouvelles formations soient encore à l'équilibre et, d'autre part, le décalage temporel de plusieurs investissements met en exergue d'importants surcoûts avec la forte hausse de l'indice de la construction depuis deux ans et la vigueur du marché immobilier, surtout en Ile de France. Or ces surcoûts ne sont pas tous financés à la date d'établissement du BR3 et l'Ecole a dû déclarer certaines procédures infructueuses au regard de l'ampleur du différentiel par rapport aux évaluations des économistes (SIRTA par exemple). Les prochains mois seront donc tendus pour pouvoir réunir des crédits de paiements afin de notifier les derniers marchés et démarrer les constructions.

La capacité d'autofinancement s'établirait à 9,8 M€ (versus 7,8 M€ à l'issue du BR2).

Le Fonds de roulement initial (au 1er janvier 2018) de 26,6 M€ bénéficierait d'un apport en 2018 à hauteur de +4,5 M€, pour s'établir à 31,1 M€.

ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY

Budget rectificatif n°3-2018

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	2546.0	306.0	2 852.0

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISES PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI					
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	2 588.7	2 543.3	79 734	324.0	321.7	13 883	2 912.7	2 865.0	93 617
1 - TITULAIRES	1 873.4	1 833.9	38 435	0.0	0.0	0	1 873.4	1 833.9	38 435
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et actes de gestion, dont CAP, déconcentrés dans l'organisme)	0.0	0.0	0	0.0	0.0	0	0.0	0.0	0
* Titulaires organisme (corps propre)	1 873.4	1 833.9	38 435	0.0	0.0	0	1 873.4	1 833.9	38 435
- en fonction dans l'organisme :	*1 873.4*	*1 833.9*	*38 435*	*0.0*	*0.0*	*0*	*1 873.4*	*1 833.9*	*38 435*
. Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	99.1	97.2	8 363	0.0	0.0	0	99.1	97.2	8 363
. Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	16.4	15.5	959	0.0	0.0	0	16.4	15.5	959
. Ouvriers d'état (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	82.9	81.4	4 854	0.0	0.0	0	82.9	81.4	4 854
. Titulaires Mindef MAD dans l'opérateur(emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	72.0	71.5	6 429	0.0	0.0	0	72.0	71.5	6 429
. Elèves polytechniciens (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	1603.0	1568.3	17 830	0.0	0.0	0	1 603.0	1 568.3	17 830
- en fonction dans une autre personne morale :	*0.0*	*0*	*0*	*0.0*	*0.0*	*0*	*0.0*	*0.0*	*0*
2 - NON TITULAIRES	715.3	709.4	37 740	302.0	302.0	13 550	1 017.3	1 011.4	51 290
* Non titulaires de droit public	715.3	709.4	37 740	302.0	302.0	13 550	1 017.3	1 011.4	51 290
- en fonction dans l'organisme :	*715.3*	*709.4*	*37 740*	*302.0*	*302.0*	*13 550*	*1 017.3*	*1 011.4*	*51 290*
. Contractuels sous statut	421.3	413.0	22 376	0.0	0	0	421.3	413	22 376
ðCDI	306.8	305.9	18 089	0.0	0	0	306.8	305.9	18 089
ðCDD	114.5	107.1	4 287	0.0	0	0	114.5	107.1	4 287
. Contractuels hors statut	270.8	273.2	13 853	196.0	196	10 288	466.8	469.2	24 140
ðCDI	36.0	36.2	2 146	0.0	0	0	36.0	36.2	2 146
ðCDD	234.8	237	11 707	196.0	196.0	10 288	430.8	433.0	21 994
. Titulaires État détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	11.5	11.5	1 165	0.0	0	0	11.5	11.5	1 165
. CDI Mindef MAD dans l'opérateur(emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	0.0	0	0	0.0	0	0	0.0	0.0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - Doctorants MESR et internationaux	11.7	11.7	347	106.0	106.0	3 263	117.7	117.7	3 609
- en fonction dans une autre personne morale :	*0.0*	*0*	*0*	*0.0*	*0*	*0*	*0.0*	*0.0*	*0*
* Non titulaires de droit privé	0.0	0.0	0	0.0	0.0	0	0.0	0.0	0
3 - CONTRATS AIDES			3 559	22.0	19.7	332	22.0	19.7	3 892

Tableau 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses						
	Budget modifié après BR2		BR 3		Budget modifié après BR 3	
	AE	CP			AE	CP
Personnel	**95 883 293**	**95 883 293**	**-2 266 197**	**-2 266 197**	**93 617 096**	**93 617 096**
Personnel hors élèves	78 053 293	78 053 293	-2 266 197	-2 266 197	75 787 096	75 787 096
Solde des élèves	17 830 000	17 830 000			17 830 000	17 830 000
dont contributions au CAS Pension	*3 500 000*	*3 500 000*			*3 500 000*	*3 500 000*
Fonctionnement	**38 881 899**	**37 848 768**	**620 953**	**-3 273 597**	**39 502 852**	**34 575 171**
Investissement	**41 722 804**	**58 519 306**	**-20 363 443**	**-26 412 311**	**21 359 361**	**32 106 995**
TOTAL DES DÉPENSES AE (A) CP (B)	**176 487 996**	**192 251 367**	**-22 008 687**	**-31 952 105**	**154 479 309**	**160 299 262**
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)		**0**		**12 809 849**		**4 526 191**

Recettes			
Budget modifié après BR2	**BR 3**	**Budget modifié après BR 3**	
112 026 447	**-1 854 195**	**110 172 252**	**Recettes globalisées**
70 275 273	0	70 275 273	Subvention pour Charges de Service Public (1)
17 830 000		17 830 000	Subvention pour Solde des élèves
			Autres financements de l'Etat
1 200 000	-1 200 000	0	Fiscalité affectée
			Autres financements publics
22 721 174	-654 195	22 066 979	Recettes propres
71 941 262	**-17 288 061**	**54 653 201**	**Recettes fléchées (2)**
20 477 935	-445 443	20 032 492	Financements de l'Etat fléchés
20 042 487	-12 497 114	7 545 373	Autres financements publics fléchés
31 420 840	-4 345 504	27 075 336	Recettes propres fléchées
183 967 709	**-19 142 256**	**164 825 453**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
8 283 658	**0**	**0**	**Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)**

(1) La levée de réserve de 1 047 752 € n'est pas intégrée dans ce BR3 faute d'information à la date d'établissement de ce budget.
(2) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
D1 Dépenses Programmes 150 et 144								
Enseignement	34 495 706	34 495 706	9 373 897	5 324 276	1 756 802	4 644 085	45 626 405	44 464 067
Recherche	20 796 122	20 796 122	7 060 493	6 303 222	5 816 888	7 512 203	33 673 503	34 611 547
Soutien	12 474 763	12 474 763	15 926 432	15 805 643	13 695 371	19 678 335	42 096 566	47 958 741
Vie Etudiante	25 850 505	25 850 505	7 142 030	7 142 030	90 300	272 372	33 082 835	33 264 907
Total	93 617 096	93 617 096	39 502 852	34 575 171	21 359 361	32 106 995	154 479 309	160 299 262

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	4 526 191

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charge de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financement publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	Total
PC-CO Etat français (collectivités)					4 000		1 090 000	130 000	**1 224 000**
PC-ET Etat français (Ministères, Ets publics) Hors élèves	70 275 273				1 840 641	18 654 557	7 833 308	16 113 103	**114 716 882**
PC-ET Etat français (Ministères, Ets publics) Solde des élèves	17 830 000								**17 830 000**
PE-AS Organismes privés (Associations)					114 770				**114 770**
PE-EN Organismes privés (Entreprises)			-		2 908 375			27 733	**2 936 108**
PE-FO Organismes privés (Fondations)					44 360			10 804 500	**10 848 860**
PE-PH Organismes privés (Personnes physiques)					17 154 833				**17 154 833**
Total	**88 105 273**	**-**	**-**	**-**	**22 066 979**	**18 654 557**	**8 923 308**	**27 075 336**	**164 825 453**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	**-**

Tableau 4
Équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins			Financements	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	0		4 526 191	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont budget principal				*dont budget principal*
dont budget Annexe				*dont budget Annexe*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)				Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers **	0		0	Opérations au nom et pour le compte de tiers **
Autres décaissements non budgétaires			2 000 000	Autres encaissements non budgétaires
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	**0**	et	**6 526 191**	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
Abondement de la trésorerie (I) = (2)-(1)	**6 526 191**	ou	**0**	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a) ***	*12 931 895*	ou		*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)* ***
dont Abondement de la trésorerie non fléché) (d)		ou	*6 405 704*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	**6 526 191**	et	**6 526 191**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 5
Opérations pour le compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	**Prévisions de décaissements**	**Prévisions d'encaissements**
Opération 1	C 4... C 4...			
Opération 2	C 4... C 4...			
Opération ...	C 4... C 4...			
TOTAL			**0**	**0**

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Tableau 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Budget modifié après BR 2	BR 3	Budget modifié après BR 3	PRODUITS	Budget modifié après BR 2	BR 3	Budget modifié après BR 3
Personnel	78 053 293	-2 266 197	75 787 096	Subventions de l'Etat	70 275 273	0	70 275 273
*dont charges de pensions civiles**	*3 500 000*		*3 500 000*	Subventions de l'Etat - Solde des élèves	17 830 000		17 830 000
Solde des élèves	17 830 000	0	17 830 000	Fiscalité affectée	1 200 000	-1 200 000	0
Fonctionnement autre que les charges de personnel	37 848 768	-3 273 597	34 575 171	Autres subventions	30 858 121	-2 624 015	28 234 106
				Autres produits	21 380 756	317 080	21 697 836
Amortissement et provisions	12 700 000	340 000	13 040 000	Reprises sur amortissement et provisions	2 400 000	258 000	2 658 000
TOTAL DES CHARGES (1)	**146 432 061**	**-5 199 794**	**141 232 267**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**143 944 150**	**-3 248 935**	**140 695 215**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**0**	**1 950 859**	**0**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*	2 487 911	0	537 052
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**146 432 061**	**-3 248 935**	**141 232 267**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**146 432 061**	**-3 248 935**	**141 232 267**

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.*

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Budget modifié après BR 2	BR 3	Budget modifié après BR 3
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	**-2 487 911**	**1 950 859**	**-537 052**
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	12 700 000	340 000	13 040 000
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	500 000	258 000	758 000
+ Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			0
- Produits de cession d'éléments d'actifs			0
- Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	1 900 000		1 900 000
= CAF ou IAF*	**7 812 089**	**2 032 859**	**9 844 948**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Budget modifié après BR 2	BR 3	Budget modifié après BR 3	RESSOURCES	Budget modifié après BR 2	BR 3	Budget modifié après BR 3
Insuffisance d'autofinancement*	0	0	0	Capacité d'autofinancement*	7 812 089	2 032 859	9 844 948
Investissements	58 519 306	-26 412 311	32 106 995	Financement de l'actif par l'État	16 000 000		16 000 000
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	19 918 559	-12 703 321	7 215 238
				Autres ressources	6 505 000	-2 932 000	3 573 000
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**58 519 306**	**-26 412 311**	**32 106 995**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**50 235 648**	**-13 602 462**	**36 633 186**
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	**0**	**12 809 849**	**4 526 191**	**PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)**	**8 283 658**	**0**	**0**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Budget modifié après BR 2	BR 3	Budget modifié après BR 3
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)		12 809 849	
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT			
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)		12 809 849	
	Budget initial	**BR1 et BR2**	**Budget modifié après BR 3**
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	26 603 280	4 526 191	31 129 471
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-3 202 973	-2 000 000	-5 202 973
Niveau de la TRESORERIE	29 806 253	6 526 191	36 332 444

Tableau 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**29 806**	**27 696**	**18 863**	**12 032**	**29 295**	**33 922**	**22 533**	**59 854**	**52 538**	**50 878**	**39 738**	**46 588**	**16 781**
dont placements													
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	**197**	**917**	**929**	**26 968**	**2 467**	**1 120**	**47 145**	**1 304**	**6 300**	**1 567**	**19 272**	**1 986**	**110 172**
Subvention pour charges de service public				26 200			44 200				17 705		
Autres financements de l'Etat													
Fiscalité affectée													
Autres financements publics													
Recettes propres	197	917	929	768	2 467	1 120	2 945	1 304	6 300	1 567	1 567	1 986	
A2 . Recettes budgétaires fléchées	**4 217**	**1 839**	**3 037**	**2 625**	**16 231**	**1 702**	**2 768**	**1 686**	**4 269**	**5 009**	**5 542**	**5 728**	**54 653**
Financements de l'Etat fléchés		963	0	963	16 000	0	1 335	0	0	243	264	264	
Autres financements publics		1	642	440	0	123	1 052	1 374	1 675	408	822	1 008	
Recettes propres fléchées	4 217	875	2 395	1 222	231	1 579	381	312	2 594	4 358	4 456	4 456	
A3. Opérations non budgétaires	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 000**
Nouveaux emprunts													
Opérations pour compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA													
TVA								2 000					
Autres encaissements sur comptes de tiers													
A. TOTAL	**4 414**	**2 756**	**3 966**	**29 593**	**18 698**	**2 822**	**49 913**	**4 990**	**10 569**	**6 576**	**24 814**	**7 714**	**166 825**
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	**6 393**	**10 865**	**10 645**	**8 638**	**12 797**	**12 526**	**11 690**	**11 479**	**11 735**	**10 682**	**10 682**	**10 686**	**128 818**
Personnel	5 075	7 488	6 420	5 828	6 399	6 510	6 576	6 582	4 318	9 563	9 563	9 565	
Fonctionnement	739	2 998	2 456	2 324	1 725	2 993	3 300	4 745	6 978	1 119	1 119	1 121	
Intervention													
Investissement	579	379	1 769	486	4 673	3 023	1 814	152	439	0	0	0	
B2. Dépenses sur recettes fléchées	**131**	**724**	**152**	**3 692**	**1 274**	**1 685**	**902**	**827**	**494**	**7 034**	**7 283**	**7 283**	**31 481**
Personnel				3 091	808	807	701	588	135	1 200	1 200	1 200	
Fonctionnement	90	163		475	285	572	54	193	166	320	320	320	
Intervention													
Investissement	41	561	152	126	181	306	147	46	193	5 514	5 763	5 763	
B3.Opérations non budgétaires	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Remboursements d'emprunts													
Opérations pour compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA													
TVA													
Autres décaissements sur comptes de tiers													
B. TOTAL	**6 524**	**11 589**	**10 797**	**12 330**	**14 071**	**14 211**	**12 592**	**12 306**	**12 229**	**17 716**	**17 965**	**17 969**	**160 299**
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	-2 110	-8 833	-6 831	17 263	4 627	-11 389	37 321	-7 316	-1 660	-11 140	6 849	-10 255	
SOLDE CUMULE (1) + (2)	**27 696**	**18 863**	**12 032**	**29 295**	**33 922**	**22 533**	**59 854**	**52 538**	**50 878**	**39 738**	**46 588**	**36 332**	**= total de la classe 5**

dont trésorerie fléchée =	**-1 555**
dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3	2 000

* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier

Tableau 8
Opérations sur recettes fléchées

Bâtiment Bachelor

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**7 279 691**	**12 960 615**	**2 706 869**	**0**	
Recettes fléchées (b)	**8 500 000**	**16 000 000**	**9 000 000**	**0**	**0**	**33 500 000**
Financements de l'Etat fléchés (réserve non déduite)	5 200 000	16 000 000	9 000 000			30 200 000
Prélèvement sur trésorerie	3 300 000					3 300 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**1 220 309**	**10 319 076**	**19 253 746**	**2 706 869**	**0**	**33 500 000**
Investissement (conception & réalisation)						
AE	32 109 008	0	1 390 992			33 500 000
CP	1 220 309	10 319 076	19 253 746	2 706 869		33 500 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**7 279 691**	**5 680 924**	**-10 253 746**	**-2 706 869**	**0**	**0**

Bâtiment d'enseignement mutualisé

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**2 593 136**	**2 470 111**	**6 722 262**	**481 836**	
Recettes fléchées (b)	**4 101 275**	**0**	**18 752 151**	**9 159 574**	**970 000**	**32 983 000**
Autres financements publics fléchés (ANR)	3 533 275	0	18 414 151	9 020 574	632 000	31 600 000
Recettes propres fléchées (EPAPS)		0	338 000		338 000	676 000
Passerelles (École polytechnique)				139 000		139 000
Libération de la parcelle (École polytechnique)	568 000					568 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**1 508 139**	**123 025**	**14 500 000**	**15 400 000**	**1 451 836**	**32 983 000**
Investissement						
AE	3 702 493	52 225	18 751 151	9 159 574	970 000	32 635 443
CP	1 508 139	123 025	14 500 000	15 400 000	1 451 836	32 983 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**2 593 136**	**-123 025**	**4 252 151**	**-6 240 426**	**-481 836**	**0**

AE et CP correspondants au chiffrage initial. Le surcoût de 5,5 M€ n'est pas inclus.
Dans l'hypothèse d'une RIM et d'un traitement favorable avant fin octobre/début novembre 2018, les notifications peuvent intervenir.
A défaut d'obtention d'un financement de 5,5 M€, le calendrier sera singulièrement décalé car un nouveau concours devra être organisé et les établissements devront recourir à des pré-fabriqués en location

Le BR1 2019 intègrera les conséquences des décisions à venir

La halle multisport

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**-849 597**	**-1 986 676**	**0**	**0**	
Recettes fléchées (b)	**483 696**	**2 042 921**	**2 328 383**	**0**	**0**	**4 855 000**
Autres financements publics fléchés (ANR)	483 696	1 842 921	2 328 383			4 655 000
* École polytechnique		200 000				200 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**1 333 293**	**3 180 000**	**341 707**	**0**	**0**	**4 855 000**
Investissement						
AE	4 482 633	353 517	18 850			4 855 000
CP	1 333 293	3 180 000	341 707			4 855 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**-849 597**	**-1 137 079**	**1 986 676**	**0**	**0**	**0**

* Surcoût lié aux travaux supplémentaires et imprévus de chantier

SIRTA

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**1 303 127**	**2 308 127**	**2 058 127**	**522 152**	
Recettes fléchées (b)	**1 610 975**	**1 175 000**	**950 000**	**914 025**	**0**	**4 650 000**
REGION	50 975	0	500 000	449 025		1 000 000
SGP	1 560 000	1 040 000				2 600 000
Fondation X - bâtiment			250 000	250 000		500 000
Alumni - passerelle			200 000	200 000		400 000
EDF - mât		135 000		15 000		150 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**307 848**	**170 000**	**1 200 000**	**2 450 000**	**522 152**	**4 650 000**
Investissement						
AE	761 383	390 000	3 400 000	98 617		4 650 000
CP	307 848	170 000	1 200 000	2 450 000	522 152	4 650 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**1 303 127**	**1 005 000**	**-250 000**	**-1 535 975**	**-522 152**	**0**

Les chiffres sont ceux d'origine. La consultation au 2ème semestre 2018 a été déclarée infructueuse au regard de surcoûts très conséquents. Des discussions ont été entreprises avec la SGP pour un financement complémentaire, avec la Région (aides ciblées) et la Fondation (pour la passerelle).
Le calendrier a été décalé. Les modifications seront apportées lors du BR1 ou du BR2 2019, à l'issue d'une nouvelle consultation et des discussions amorcées.

Pôle MECA

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**907 049**	**2 617 049**	**2 617 049**	**2 617 049**	
Recettes fléchées (b)	**1 560 000**	**3 210 000**	**7 860 000**	**11 920 000**	**4 850 000**	**29 400 000**
Autres financements publics fléchés (ANR)(**)	1 160 000	2 320 000	6 960 000	8 120 000	4 640 000	23 200 000
ENSTA (*)	400 000	890 000	900 000	3 800 000	210 000	6 200 000
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**652 951**	**1 500 000**	**7 860 000**	**11 920 000**	**7 467 049**	**29 400 000**
Investissement						
AE	3 416 227	150 000	24 000 000	1 611 627	222 146	29 400 000
CP	652 951	1 500 000	7 860 000	11 920 000	7 467 049	29 400 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**907 049**	**1 710 000**	**0**	**0**	**-2 617 049**	**0**

(*) Avenant n°1 à la convention en cours de signature

(**) notification marché de travaux et 30% d'achèvement gros œuvre

CHAIRES

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**1 068 677**	**1 698 742**	**1 695 167**	**1 857 332**	
Recettes fléchées (b)	**10 135 025**	**2 704 767**	**3 168 540**	**2 783 244**	**2 146 417**	**20 937 992**
	10 135 025	2 704 767	3 168 540	2 783 244	2 146 417	20 937 992
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**9 066 348**	**2 074 703**	**3 172 114**	**2 621 079**	**2 021 648**	**18 955 891**
Personnel						
AE	7 364 180	1 581 605	2 588 713	2 094 206	1 692 551	15 321 255
CP	7 378 007	1 581 605	2 588 713	2 094 206	1 692 551	15 335 082
Fonctionnement						
AE	1 425 940	349 625	533 473	423 301	259 097	2 991 436
CP	1 413 541	355 452	533 473	423 301	259 097	2 984 864
Investissement						
AE	382 942	29 503	49 928	103 572	70 000	635 945
CP	274 800	137 645	49 928	103 572	70 000	635 945
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**1 068 677**	**630 064**	**-3 574**	**162 165**	**124 769**	**1 982 101**

Levée de fonds (hors SIRTA)

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**-702 256**	**263 755**	**2 815 245**	**2 821 360**	**2 301**
Recettes fléchées (b)	**2 233 983**	**7 834 733**	**9 671 475**	**959 269**	**121 641**	**20 821 101**
	2 233 983	7 834 733	9 671 475	959 269	121 641	20 821 101
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**2 936 239**	**6 868 722**	**7 119 985**	**953 153**	**119 340**	**17 997 440**
Personnel						
AE	1 012 376	1 722 032	2 850 740	782 982	119 340	6 487 470
CP	1 012 376	1 722 032	2 850 740	782 982	119 340	6 487 470
Fonctionnement						
AE	388 025	296 403	167 000	77 781	0	929 209
CP	378 823	303 305	167 000	77 781	0	926 909
Investissement						
AE	1 545 041	4 843 385	4 102 245	92 390	0	10 583 061
CP	1 545 041	4 843 385	4 102 245	92 390	0	10 583 061
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**-702 256**	**966 011**	**2 551 490**	**6 116**	**2 301**	**2 823 661**

Conventions

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**2 322 314**	**6 522 314**	**11 422 314**	**16 472 314**	
Recettes fléchées (b)	**17 670 091**	**16 000 000**	**17 000 000**	**17 500 000**	**18 000 000**	**86 170 091**
Financements de l'Etat fléchés	1 767 010	1 600 000	1 700 000	1 750 000	1 800 000	8 617 010
autres financements publics fléchés	12 899 166	11 680 000	12 410 000	12 775 000	13 140 000	62 904 166
recettes propres fléchées	3 003 915	2 720 000	2 890 000	2 975 000	3 060 000	14 648 915
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**15 347 777**	**11 800 000**	**12 100 000**	**12 450 000**	**12 600 000**	**64 297 777**
Personnel						
AE	8 288 735	7 300 000	7 300 000	7 400 000	7 500 000	37 788 735
CP	8 288 735	7 300 000	7 300 000	7 400 000	7 500 000	37 788 735
Fonctionnement						
AE	3 826 247	3 000 000	3 004 170	3 050 000	3 100 000	15 980 417
CP	4 015 223	2 300 000	2 400 000	3 050 000	3 100 000	14 865 223
Investissement						
AE	2 510 454	2 500 000	2 360 419	2 000 000	2 000 000	11 370 873
CP	3 043 819	2 200 000	2 400 000	2 000 000	2 000 000	11 643 819
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**2 322 314**	**4 200 000**	**4 900 000**	**5 050 000**	**5 400 000**	**21 872 314**

X repris au tableau "Équilibre financier" en (a)

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles - prévision

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

		Prévision	Prévision N								
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N
			(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)
Bât. D'enseignement mutualisé	Investissement	32 983	3 702	1 508	2 194	52	2 247	1 508	1 508	0	123	123
Halle multisports	Investissement	4 855	4 483	1 333	3 149	354	3 503	1 333	1 333	0	3 180	3 180
SIRTA	Investissement	4 650	761	308	454	390	844	308	308	0	170	170
BACHELOR	Investissement	33 500	32 109	1 220	30 889	0	30 889	1 220	1 220	0	10 319	10 319
Pôle MECA	Investissement	29 400	3 416	653	2 763	150	2 913	653	653	0	1 500	1 500
Total Op.		**105 388**	**44 472**	**5 023**	**39 449**	**796**	**40 395**	**5 023**	**5 023**	**0**	**15 292**	**15 292**

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

		Prévision	Prévision N+1 et suivantes					
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
			(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Bât. D'enseignement mutualisé	Investissement	32 983	18 751	14 500	9 160	15 400	970	1 452
Halle multisports	Investissement	4 855	19	342	0	0	0	0
SIRTA	Investissement	4 650	3 400	1 200	99	2 450	0	522
BACHELOR	Investissement	33 500	1 391	19 254	0	2 707	0	0
Pôle MECA	Investissement	29 400	24 000	7 860	1 612	11 920	222 146	7 467 049
Total Op.		**105 388**	**47 561**	**43 155**	**10 870**	**32 477**	**223 116**	**7 469 023**

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
		(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)
Bât . D'enseignement mutualisé	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	31 600	3 533	0	18 414	9 021	632
	Autres financements***	1 383	568	0	338	139	338
Total Op.1		**32 983**	**4 101**	**0**	**18 752**	**9 160**	**970**
Halle multisports	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	4 655	484	1 843	2 328	0	0
	Autres financements***	200	0	200	0	0	0
Total Op.2		**4 855**	**484**	**2 043**	**2 328**	**0**	**0**
SIRTA	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	3 600	1 611	1 040	500	449	0
	Autres financements***	1 050	0	135	450	465	0
Total Op.3		**4 650**	**1 611**	**1 175**	**950**	**914**	**0**
BACHELOR	Financement de l'Etat*	30 200	5 200	16 000	9 000	0	0
	Autres financements publics**						
	Autres financements***	3 300	3 300				
Total Op.4		**33 500**	**8 500**	**16 000**	**9 000**	**0**	**0**
Pôle MECA	Financement de l'Etat*		0	0	0	0	0
	Autres financements publics**	23 200	1 160	2 320	6 960	8 120	4 640
	Autres financements***	6 200	400	890	900	3 800	210
Total Op.5		**29 400**	**1 560**	**3 210**	**7 860**	**11 920**	**4 850**
	Ss total financement de l'Etat	**30 200**	**5 200**	**16 000**	**9 000**	**0**	**0**
	Ss total autres financements publics	**63 055**	**6 788**	**5 203**	**28 203**	**17 590**	**5 272**
	Ss total autres financements	**12 133**	**4 268**	**1 225**	**1 688**	**4 404**	**548**
TOTAL		**105 388**	**16 256**	**22 428**	**38 891**	**21 994**	**5 820**

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés
** Autres financements publics et autres financements publics fléchés
*** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles - exécution

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

		Prévision	Exécution							Prévision N+1 et suivantes	
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE consommées les années antérieures à N	AE consommées en N	TOTAL des AE consommées	CP consommés les années antérieures à N	CP consommés en N	TOTAL des CP consommés	Restes à payer	Solde à engager	Solde à payer
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (4) - (7)	(9) = (1) - (4)	(10) = (1) - (7)
Bât. D'enseignement mutualisé	investissement	32 983	3 702	52	3 755	1 508	123	1 631	2 124	29 228	30 859
Halle multisports	investissement	4 855	4 483	354	4 836	1 333	3 180	4 513	323	19	342
SIRTA	investissement	4 650	761	390	1 151	308	170	478	674	3 499	4 172
BACHELOR	investissement	33 500	32 109	0	32 109	1 220	10 319	11 539	20 570	1 391	21 961
Pôle MECA	investissement	29 400	3 416	150	3 566	653	1 500	2 153	1 413	25 834	27 247
TOTAL		**105 388**	**44 472**	**946**	**45 417**	**5 023**	**15 292**	**20 315**	**25 103**	**59 971**	**84 581**

B - Exécution des recettes

		Prévision	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement réalisés en N	Reste à encaisser en N+1 et suivantes
		(11)	(12)	(13)	(14) = (11) - (12) - (13)
Bât . D'enseignement mutualisé	Financement de l'Etat*				0
	Autres financements publics**	31 600	3 533	0	28 067
	Autres financements***	1 383	568	0	815
Total Op.1		**32 983**	**4 101**	**0**	**28 882**
Halle multisports	Financement de l'Etat*				0
	Autres financements publics**	4 655	484	1 843	2 328
	Autres financements***	200	0	200	0
Total Op.2		**4 855**	**484**	**2 043**	**2 328**
SIRTA	Financement de l'Etat*				0
	Autres financements publics**	3 600	1 611	1 040	949
	Autres financements***	1 050	0	135	915
Total Op.3		**4 650**	**1 611**	**1 175**	**1 864**
BACHELOR	Financement de l'Etat*	30 200	5 200	16 000	9 000
	Autres financements publics**				0
	Autres financements***	3 300	3 300	0	0
Total Op.4		**33 500**	**8 500**	**16 000**	**9 000**
Pôle MECA	Financement de l'Etat*				0
	Autres financements publics**	23 200	1 160	2 320	19 720
	Autres financements***	6 200	400	890	4 910
		29 400	**1 560**	**3 210**	**24 630**
	Ss total financement de l'Etat	**30 200**	**5 200**	**16 000**	**9 000**
	Ss total autres financements publics	**63 055**	**6 788**	**5 203**	**51 064**
	Ss total autres financements	**12 133**	**4 268**	**1 225**	**6 640**
TOTAL		**75 988**	**14 696**	**19 218**	**42 074**

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés
** Autres financements publics et autres financements publics fléchés
*** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				BR 3
Stocks initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer**		**43 437 115**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement**		**26 603 280**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement**		**-3 202 973**
	4	**Niveau initial de la trésorerie**		**29 806 253**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		18 032 477
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		11 773 776
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**154 479 309**
	6	**Résultat patrimonial**		**-537 052**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**9 844 948**
	8	**Variation du fonds de roulement**		**4 526 191**
	9	**Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire**		**0**
	10	**Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF**	**SENS**	**0**
		Variation des stocks	+ / -	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	
		Produits divers de gestion courante	+	
	11	**Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie**	**SENS**	**0**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**4 526 191**
	13	**Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**-2 000 000**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**6 526 191**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		12 931 895
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-6 405 704
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**		**-2 000 000**
	16	**Variation des restes à payer**		**-5 819 953**
Stocks finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**37 617 162**
	18	**Niveau final du fonds de roulement**		**31 129 471**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**		**-5 202 973**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**36 332 444**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		30 964 372
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		5 368 072

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

ÉCOLE
POLYTECHNIQUE
UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY

BR 3 2018

Présenté par Eric Labaye Président du Conseil d'Administration de l'Ecole polytechnique et adopté par le Conseil d'Administration à Palaiseau dans sa séance du 8 novembre 2018.

Conseil d'administration de l'École polytechnique

Séance du 8 novembre 2018

Délibération n°07

Objet : **Budget rectificatif n°3 - 2018**

Le Conseil d'administration de l'École polytechnique,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 175, 176 et 177 ;

Vu le décret n° 2015-1176 du 24 septembre 2015 relatif à l'organisation et au régime administratif et financier de l'École polytechnique, notamment son article 9 ;

Vu le décret du 3 août 2018 portant nomination de Monsieur Eric LABAYE aux fonctions de président du Conseil d'administration de l'École polytechnique, à compter du 17 septembre 2018 ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : **VOTE** les autorisations budgétaires suivantes :

- 2.546,0 ETPT sous plafond et 306,0 ETPT hors plafond *(inchangés)*

- 154.479.309 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 93.617.096 € personnel
  - 39.502.852 € fonctionnement
  - 0 € intervention
  - 21.359.361 € investissement

- 160.299.262 € de crédits de paiement dont :
  - 93.617.096 € personnel
  - 34.575.171 € fonctionnement
  - 0 € intervention
  - 32.106.995 € investissement

- 164 825 453 € de prévisions de recettes

- 4.526.191€ de solde budgétaire.

Article 2 : **VOTE** les prévisions budgétaires suivantes :

- + 6.526.191 € de variation de trésorerie
- - 537.052 € de résultat patrimonial
- + 9.844.948 € de capacité d'autofinancement
- + 4.526.191 € de variation de fonds de roulement.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Nombre de membres en exercice : 24
Votants :
Pour :
Contre :
Abstention :

Fait à Palaiseau, ***en un exemplaire original***.

Eric LABAYE
Président du Conseil d'administration
de l'École polytechnique

Pièce(s) jointe(s) : pièce n°13	**Modalités de recours contre la présente délibération :**
Siège social : École polytechnique Route de Saclay – 91128 PALAISEAU https://www.polytechnique.edu/fr	*En application des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès du Président du conseil d'administration de l'École polytechnique, et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Versailles.*